



AMBASSADE DE SUISSE
EN THAÏLANDE

BANGKOK, le 8 janvier 1992
35 North Wireless Road
P. O. Box 821
Tél. 253 01 56-60

Réf.: 350.0 CAMB - FZ/GM

CONFIDENTIEL

D F A E

- Division Politique II
- Secrétariat politique
- Direction des O.I.
- DDA

Ma mission au Cambodge du 12 au
17 décembre 1991 : entretiens avec
des personnalités cambodgiennes

en	CFR	FMD	HC	Si	Pa
Date	10/				
Via					
EDA	10 JAN. 1992				
Ref.	p. B.15.21. Kamp				

A. Audience chez le Prince Sihanouk

Cette audience, qui a eu lieu le vendredi 13 décembre à 11h, s'est déroulée comme une cérémonie de présentation de lettres de créance. Il ne manquait que les hymnes nationaux, la fanfare et la garde d'honneur. Après avoir remis la lettre qui me désignait en qualité d'Envoyé spécial des autorités fédérales suisses auprès du Conseil national suprême du Cambodge, le Prince m'a invité à m'asseoir en présence de M. Hor Nam Hong, Membre du Conseil national suprême et Ministre des AE du gouvernement de Hun Sen et de M. Ieng Mouly, Représentant de la faction de M. Son Sann au sein du CNS. Il ne manquait donc que le Représentant des Khmers rouges qui se trouvait à Bangkok à ce moment-là à la suite des incidents du 27 novembre dernier lors de l'arrivée de Khieu Samphan à Phnom Penh.

Le Prince, comme il est accoutumé, a fait un long monologue pour m'expliquer l'histoire de son pays depuis son départ de Phnom Penh en 1975 jusqu'à son retour dans cette capitale. Il m'a dit que les Chinois l'avaient enlevé le matin du jour de l'arrivée des troupes vietnamiennes à Phnom Penh et il a affirmé que ces dernières lui avaient en quelque sorte sauvé la vie car il figurait sur une liste des Khmers rouges relatives à des personnes qui devaient être éliminées physiquement durant les mois suivants. Ensuite, il a déclaré que les troupes vietnamiennes étaient malheureusement restées trop longtemps dans son pays. Il s'est plaint alors des Khmers rouges qui l'ont maintenu prisonnier dans son palais et ont massacré une partie de sa famille. Il a relevé qu'au sein de ce mouvement, des femmes avaient joué un rôle important, notamment la première épouse de Pol Pot et la femme de Ieng Sary, deux soeurs qui se sont illustrées par leur



fanatisme. A propos de l'épouse de Pol Pot, le Prince a ajouté qu'elle se trouvait actuellement à Beijing dans une clinique psychiatrique et qu'elle était en plus très atteinte par la malaria. Il a ajouté qu'il avait été son camarade de classe et que, déjà à cette époque, elle jouait un rôle de leader parmi les écoliers. Il a continué en disant que Pol Pot vivait actuellement en Thaïlande avec une autre femme dont il avait eu un enfant.

A ce propos, il m'a dit que le Premier Ministre de Thaïlande Anand Panyarachun lui avait rapporté lors de la troisième conférence de Pattaya que le général Suchinda, Commandant en chef des forces armées et Suppléant du Chef du gouvernement militaire thaïlandais, n'était pas content de sa déclaration selon laquelle le sort de Pol Pot dépendait des généraux thaïlandais puisqu'il se trouve en Thaïlande. Il a critiqué ensuite ceux qui, à l'étranger, voudraient qu'il fût jugé avec les Khmers rouges pour avoir soit-disant collaboré avec eux. Il a dit à ce sujet qu'il était prêt à se rendre devant un tribunal international pour ridiculiser les auteurs d'une telle affirmation puis il a déclaré qu'il partageait l'opinion de ceux qui voulaient soumettre les dirigeants khmers rouges à un tel tribunal afin d'obtenir au moins leur condamnation morale pour les exactions commises au nom de leurs principes fanatiques. Puis il a déclaré qu'il aspirait à jouer dans son pays le même rôle que la Reine de Grande-Bretagne ou le Roi de Thaïlande et qu'il laisserait au Premier Ministre le soin de diriger les affaires du pays.

J'ai alors demandé au Prince si une collaboration avec les Khmers rouges était possible au sein du CNS. Il m'a répondu qu'il n'y avait pas d'autre alternative à cela que la poursuite de la guerre civile et qu'il était impossible d'ignorer les Khmers rouges vu leur force. Il a ensuite déclaré qu'il fallait les combattre sur le plan du développement en évitant la corruption et en promouvant une politique économique en faveur de la grande masse paysanne. Il faut éviter que celle-ci se tourne vers les Khmers rouges en désespoir de cause. Son fils, le Prince Ranaridd m'avait dit en substance la même chose une semaine auparavant. Le Prince a déclaré ensuite que les Khmers rouges spéculaient sur les difficultés que rencontrerait le gouvernement issu des élections et qu'ils seraient dangereux lors de l'élection suivante en vue de la deuxième législature. Ils pourraient même remporter cette élection, si le gouvernement n'était pas à la hauteur de sa tâche. Le Prince a déclaré qu'il espérait vivement que l'UNCTAC, c'est-à-dire la force des Nations Unies, puisse s'établir au Cambodge en février prochain afin de contrôler le processus devant mener aux élections mais qu'il craignait que cette force ne puisse pas venir avant juin, étant donné les problèmes rencontrés par l'ONU pour financer une telle opération.

Lors de cet entretien, j'ai relevé que le Chef du Département sera le Président de la Confédération en 1992 et le Prince m'a prié de lui transmettre ses meilleurs voeux ainsi qu'au gouvernement suisse. Ensuite, il a prononcé des paroles élogieuses à l'égard de la Suisse en relevant son action humanitaire et sa politique de neutralité. Je lui ai alors dit que le Gouvernement suisse était disposé à envoyer des observateurs pour les élections comme il l'avait fait en Namibie et il m'a répondu que ceux-ci seraient les bienvenus.

L'entretien, qui a duré 1h15, s'est déroulé dans une ambiance très agréable. Je crois que le Prince a apprécié le fait que la Suisse était le 14ème pays à l'appuyer dans ses fonctions de Président du CNS en déléguant un envoyé spécial auprès du CNS. Je précise que mon collègue suédois a obtenu une audience avec le Prince le lendemain avec une lettre pourtant signée par son Premier Ministre. Il s'était déjà rendu au Cambodge le dimanche 9 décembre sans avoir obtenu auparavant de confirmation de la date de son audience avec le Prince. Les représentants des pays suivants avaient été reçus avant moi : dans l'ordre, la France (doyen), la Corée du Nord, la Hongrie, le Vietnam, l'Australie, le Laos, la Thaïlande, le Japon, le Canada, les USA, la Grande-Bretagne, la Chine et la Belgique.

B. Entretien avec M. Hun Sen

Après avoir vu le Prince Sihanouk, j'ai rendu une visite à M. Hun Sen en sa qualité de Membre du CNS. Le premier Ministre du Gouvernement de Phnom Penh m'a brossé un tableau réaliste de la situation actuelle de son pays en relevant qu'elle était très difficile, surtout après la forte diminution de l'aide soviétique.

Puis il m'a dit que son gouvernement avait trois priorités : l'agriculture, les communications et l'électricité. Dans le domaine agricole, il faut aider les paysans à obtenir de meilleurs rendements afin qu'ils améliorent leur niveau de vie. Sur ce point, Hun Sen a les mêmes préoccupations que le Prince et son fils. Le développement du pays doit être centré sur l'agriculture qui fournit du travail à environ 90 % de la population. Dans les domaines des communications, il a dit que les besoins du pays étaient immenses. Tout est à refaire ou à développer : ponts, routes, aéroports, téléphone, télex, etc. Le pays souffre d'un manque d'électricité. Celle-ci disparaît pendant plusieurs heures par jour dans la capitale.

Je l'ai alors questionné au sujet du problème de l'éducation et il a relevé que c'était l'infrastructure qui manquait, surtout les bâtiments scolaires. Faute de locaux suffisants, les classes comportent 80 à 90 élèves. En outre, le matériel scolaire fait défaut.

Puis, abordant le problème politique, le Premier Ministre m'a dit la même chose que le Prince, à savoir qu'il y avait seulement deux alternatives : la paix ou la poursuite de la guerre. S'il s'est résolu à signer la paix, après avoir beaucoup réfléchi, c'est parce qu'il y a été contraint par les grandes puissances et par d'autres facteurs. On peut imaginer que la diminution de l'aide soviétique et vietnamienne a joué un grand rôle dans cette décision bien qu'il ne l'ait pas mentionné.

Abordant, à ma demande, le thème des Khmers rouges, il m'a déclaré qu'il était très méfiant à leur égard car c'est beaucoup plus facile pour eux que pour ses troupes régulières de cacher des armes et de ne pas respecter l'accord de paix. Il se méfie aussi d'eux pour le futur car, comme ils seront très probablement dans l'opposition après les élections, leur tâche sera

beaucoup plus facile que celle du futur gouvernement. Hun Sen a relevé que c'était lui qui avait dû faire les concessions les plus importantes pour aboutir à l'Accord de paix, ce qui est vrai (même Sihanouk m'avait dit que Hun Sen contrôlait plus de 80 % du territoire). Hun Sen sait très bien utiliser l'argument de ses concessions auprès de ses interlocuteurs.

Au cours de mon entretien avec lui, qui a aussi duré 1h15, le Premier Ministre m'a donné une très bonne impression. C'est un véritable "self-made man" car il n'a pas eu l'occasion d'aller à l'Université. Il est réfléchi, pondéré et sait très bien analyser les problèmes et vendre sa politique. Il se complète très bien avec le Prince dont le caractère volubile et la personnalité enjouée sont fort différents.

C. Entretien avec M. Son Sann

M. Son Sann, qui venait de rentrer au Cambodge, m'a reçu en compagnie de M. Ieng Mouly, qui représente avec lui sa faction au CNS.

Mon interlocuteur, qui doit avoir au moins 75 ans, est le type de l'intellectuel indochinois éduqué en France. Il est diplômé de l'Ecole des HEC de Paris. Il m'a brossé également un tableau de l'histoire du Cambodge de ces 40 dernières années en affirmant que la ville devrait aller à la rencontre de la campagne car celle-ci contient la grande majorité de la population du pays. En tant que spécialiste de l'économie et des finances - il a été pendant plus de 10 ans gouverneur de la Banque du Cambodge, après avoir occupé plusieurs postes ministériels sous le Prince Sihanouk - il est d'avis que le crédit doit aller vers les paysans et ne pas attendre que ceux-ci viennent vers lui. Il faut faciliter la tâche de l'homme de la terre en lui accordant des crédits à bas taux d'intérêt et en supprimant les tracasseries administratives.

En parlant avec cette personnalité, j'ai constaté tout de suite que, contrairement au Prince, elle parle concrètement et a les deux pieds sur terre. Mais elle est davantage tournée vers le passé que vers l'avenir. M. Son Sann m'a fait part de son idée, qui n'a pas été approuvée par le Gouvernement de Phnom Penh, de rendre chaque membre du CNS responsable d'un Secteur (Ministère) en lui adjoignant un représentant de chaque autre faction. Les décisions au sein de cette équipe de 4 personnes devraient être prises à la majorité, la voix du responsable étant prépondérante en cas d'égalité.

Je l'ai ensuite questionné au sujet de ses divergences avec le Prince et il m'a répondu qu'aucune n'était fondamentale. Il a ajouté que les journalistes avaient qualifié son mouvement de républicain, ce qui est faux car il contient des personnes qui affichent aussi bien des idées monarchistes que républicaines. Il s'est défini comme un bouddhiste en évitant habilement de dire qu'elles sont ses préférences en matière de régime politique mais il a ajouté qu'il reconnaissait le Prince comme le véritable Chef de l'Etat du Cambodge.

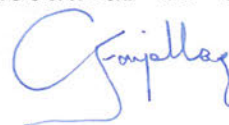
Puis il m'a parlé de Caux et des conférences du Réarmement moral auxquelles il avait assisté. Il m'a fait ensuite l'éloge de la Suisse et de sa politique de neutralité en disant que le Cambodge ne devrait pas chercher à imiter des grands Etats mais d'autres comme la Suisse et Singapour qui constituent un exemple de réussite.

Questionné à propos de la collaboration avec les Khmers rouges, il m'a répondu aussi qu'il n'y avait pas d'autre alternative dans les circonstances actuelles du Cambodge et qu'il espérait que les Nations Unies viennent rapidement dans son pays afin d'y superviser le désarmement. C'est lui qui m'a paru le plus serein en parlant des Khmers rouges. J'en déduis qu'il a en quelque sorte besoin d'eux pour le moment, même s'il ne partage pas du tout leurs idées, pour contrecarrer le rapprochement entre le Prince Ranaridd et Hun Sen qu'il doit juger néfaste à sa cause.

Je n'ai pas voulu mettre M. Son Sann mal à l'aise en évoquant ses importantes divergences avec le Chef militaire de sa faction. Ce dernier aurait l'intention de fonder un nouveau parti politique et de se présenter seul aux élections.

M. Son Sann, qui a une frêle stature, a gardé un esprit très vif. C'est lui qui contrôle le plus de réfugiés en Thaïlande. Il m'a demandé de l'aide pour eux et je lui ai répondu que la coopération de la Suisse se faisait par l'entremise d'organisations internationales, en particulier du HCR, pour le rapatriement des réfugiés au Cambodge.

L'Ambassadeur de Suisse



G. Fonjallaz

Copie (par courrier de la semaine prochaine) à :

Ambassades de Suisse à

- Beijing
- Djakarta
- Hanoï
- Washington
- Paris
- Londres
- Moscou
- Observateur permanent de la Suisse à New York